

Zeitschrift:	Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française
Herausgeber:	Le messager suisse
Band:	- (1992)
Heft:	38-39
Artikel:	Par le biais des coffres suisses : l'ex-URSS troque ses métaux précieux
Autor:	Petit-Pierre, Marie Christine
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-848089

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

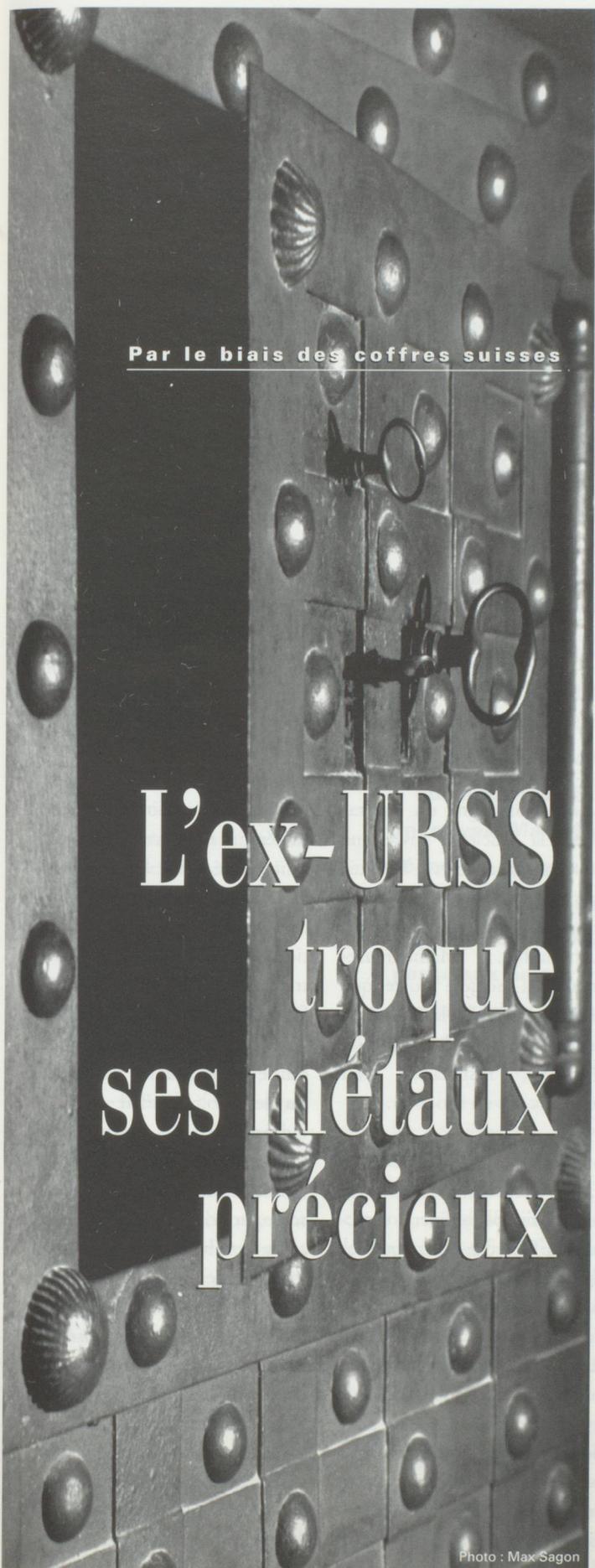
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Par le biais des coffres suisses

L'ex-URSS troque ses métaux précieux

Photo : Max Sagon

Marie Christine Petit-Pierre

BRRI

Les Etats de l'ex-URSS financent leurs achats en vendant leurs métaux précieux par le biais de la Suisse. L'an passé, 34 tonnes de platine valant 465 millions de frs.s. et environ 150 tonnes d'or pour quelque 2,5 milliards ont été placées par les Soviétiques sur la place financière de Zurich. Afin d'offrir des garanties financières à leurs fournisseurs étrangers. Mais comme ces Etats ne disposent pas des dollars nécessaires au rachat de ces assurances en métaux précieux, les banques suisses auraient déjà revendu la majorité du platine et de l'or.

Si l'or russe vendu à Zurich sert depuis longtemps à financer les importations des Soviétiques, les opérations sur le platine sont nouvelles pour la Suisse. Contrairement aux ventes d'or, beaucoup plus importantes mais beaucoup plus secrètes, ce nouveau marché apparaît dans les statistiques des douanes. En 1991, la Suisse a pratiquement multiplié par 5 ses importations de platine en provenance de l'ex-URSS. Le platine est utilisé en

orfèvrerie, mais aussi dans l'industrie chimique et automobile. Il entre notamment dans la composition des catalyseurs. Toutefois, c'est dans les coffres des banques suisses qu'il se plaît le mieux.

Garantie en platine

Pour la première fois l'an passé, le platine déposé en Suisse a servi à garantir des prêts à l'ex-URSS, pour un montant évalué à 200 millions de dollars. Un phénomène expliqué à la SBS de Zurich : l'instabilité politique de l'ex-URSS a poussé ses partenaires et fournisseurs à demander des garanties maximum en échange de liquidités et de produits. Les prêts consentis à l'ex-URSS ont été accordés sous forme de swap. Un swap ? "Le platine est déposé dans nos banques en garantie de notre prêt. Son prix est fixé par un contrat dont la durée est limitée dans le temps. Si le pays emprunteur ne peut racheter son platine, ce dernier reste propriété de la banque, explique Alfred Schneider, spécialiste des transactions avec les pays de l'Est. Si le prix du métal est bas lors de la signature du contrat, nous sommes assurés d'une revente fructueuse". Or l'ex-URSS n'a pu, faute de dollars, racheter son platine. La garantie a donc bien fonctionné pour les banques qui ont déjà remis deux tiers du métal précieux sur le marché.

De l'or en swap

Les swaps sur l'or réalisés par l'ex-URSS sont estimés actuellement à environ 32 milliards et demi de frs.s. Toutefois, comme pour le platine, les Etats ne peuvent racheter leur or qu'à coup de dollars, une

denrée rare actuellement. Aussi l'ex-URSS a-t-elle largement puisé dans ses réserves d'or. Elles sont passées, après le putsch raté d'août dernier, de 2000 tonnes à 200 tonnes. Avec l'éclatement de l'URSS, chaque République risque de vendre ses métaux de façon individuelle, sans passer par les banques.

Le Vorort content

A l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie (Vorort), la présence dans les coffres suisses, même éphémère, des métaux précieux de l'Ex-URSS est vue d'un bon œil : "l'ex-URSS vend ses métaux précieux car elle n'a pas de produits finis à offrir sur le marché. En tout cas pas à un prix concurrentiel. En procédant à des swaps en Suisse, elle montre l'importance qu'elle donne à notre place financière. Cela est primordial pour la suite de nos relations économiques".

La fin du bas de laine

Pourtant, au Crédit Suisse, Harry Stordel ne croit plus à cette économie du bas de laine. Les swaps de l'ex-URSS appartiennent pour lui au passé. "Les métaux précieux représentent un placement de moins en moins intéressant car leur valeur a tendance à baisser. Garder or ou platine dans un coffre, cela tient un peu de la nostalgie". Harry Stordel propose de revoir la stratégie des banques : "Cela ne sert à rien de prêter de l'argent aux pays de l'Est. Il faut d'abord les aider chez eux sans tarder, en entreprenant un travail de formation pour qu'ils puissent faire un bon usage d'une aide financière, ce que nous faisons à Moscou". ■

Des Suisses dans la décontamination nucléaire

Ils veulent "laver" Tchernobyl

par Roger de Diesbach / BRRI

La maison suisse Recytec SA, à Nyon, a vendu aux Soviétiques une installation pouvant "laver" 5 tonnes par jour de métaux contaminés lors de la catastrophe de Tchernobyl. Livrée aux Russes en février 1991, cette installation n'a pas été montée à ce jour en raison de leurs difficultés de paiement. Choisi par les Soviétiques pour décontaminer les ruines de la centrale nucléaire de Tchernobyl, le procédé DECOHA de la maison Recytec permet de "laver agressivement" les surfaces de tous les métaux et bétons de n'importe quelle forme. Les Soviétiques, qui ont testé cette technologie, et ont confirmé sa viabilité, l'ont sélectionnée en raison de sa production minime de déchets secondaires et de son coût modeste.

Le cerveau est à Zurich

Le procédé de décontamination DECOHA a été mis au point par l'inventeur Jozef Hanulik, un chimiste d'origine tchécoslovaque habitant Zurich. Docteur de l'Ecole Polytechnique de Zurich, cet inventeur a complété sa formation par une solide expérience dans le domaine du nucléaire, acquise durant une dizaine d'années à l'Institut Paul Scherrer de Würenlingen. Fin 1988, Recytec a acquis la propriété de ce procédé de décontamination. Recytec, dont le siège social se trouve à Neuchâtel et les bureaux à Nyon, est spécialisée

dans le recyclage de déchets spéciaux. Sa technologie est déjà appliquée par sa première usine, Recymet, à Nyon, qui recycle piles et néons usagés.

Une montagne de ruines

Suite à la catastrophe de Tchernobyl, les Soviétiques se sont retrouvés avec une montagne de ruines contaminées sur les bras, dont 40.000 tonnes d'acier inoxydable, 200.000 tonnes d'acier normal et une énorme masse de béton. Or, la recette du docteur Hanulik permet de traiter une tonne de métal d'une surface de 10 m² de manière à n'obtenir que 300 grammes de déchets radioactifs solidifiés. Après avoir signé un contrat avec la société soviétique Atomenergoexport, Recytec envoie en février 1991 une installation de décontamination à Tchernobyl. Malheureusement, la société soviétique n'ayant payé que la moitié de la facture (au total 1,2 million de fr.s.), l'installation n'est toujours pas en fonction.

L'indépendance fait obstacle

Jan Fiala-Goldiger, directeur de Recytec, espère que ces difficultés monétaires seront bientôt réglées. Mais, il ne le cache pas, la récente indépendance de l'Ukraine ne facilite pas les choses : "L'URSS qui avait donné la priorité à la décontamination n'existe plus; on a toutes les peines à savoir aujourd'hui qui est responsable". Et il n'est pas possible de régler la facture restante par

les crédits de 800 millions que la Suisse vient d'ouvrir pour aider les pays de l'Est. Car le contrat passé avec les Soviétiques l'a été par la filiale allemande de Recytec. Il appartient donc à Bonn, et non pas à Berne, de faire un geste.

Une grande lime

Le procédé DECOHA permet de diminuer le temps nécessaire à la décontamination. Des ouvriers équipés d'une protection simple contre l'acide (gants, masque filtrant et protection des yeux), lavent les matériaux faiblement contaminés en les aspergeant d'une solution acide ou en les immergant. On évite ainsi le contact direct avec les matériaux radioactifs. Le produit utilisé est de l'acide fluoroborique que l'on obtient couramment lors de la production d'aluminium. Ce solvant très puissant et bon marché fonctionne comme une lime chimique. Il permet d'enlever d'une grande masse de métal ou de béton la seule couche radioactive. Les matériaux contaminés, dissous, sont ensuite séparés de la solution acide, concentrés et solidifiés en un volume minime. La solution de décontamination et l'eau de rincage peuvent être régénérées et réutilisées. Recytec a acheté aux Etats-Unis une société qui a déjà passé des contrats avec des centrales nucléaires. Cette société a pour mission de recevoir des déchets radioactifs, d'en réduire le volume et d'enterrer les résidus. ■